

## Les pays du golfe et les armes françaises.

Les monarchies pétrolières du golfe ont depuis longtemps reconverti une partie de leurs ressources pétrolières en achats d'armement pour des raisons de sécurité sans doute mais aussi de prestige. Les exportations françaises ont largement profité de ce recyclage des pétrodollars, même si certains contrats comme le contrat des chars Leclerc pour les Emirats arabes unis ont été lourdement déficitaires (de l'ordre de 30% en l'occurrence). Mais les échecs récents dans cette zone ainsi qu'au Maghreb incitent à revenir sur l'évolution des exportations françaises d'armement : le phénomène général est celui d'une diminution très importante en valeur : les données en euros constants 2006 indiquent que la moyenne annuelle de livraisons à l'export était de 8,8 milliards d'euros dans la décennie quatre-vingt et que ce montant a été divisé par deux dans la décennie quatre-vingt dix (4,7 milliards d'euros) et sur la période 201-2006 (4,7). Toutefois cette stabilité sur la dernière période ne doit pas faire illusion : des contractions des livraisons sont encore à venir étant donné la baisse du niveau des commandes : 8,8 milliards d'euros par an dans la décennie quatre-vingt, 6,4 dans la décennie quatre-vingt dix et 4,4 pour la période 2001-2006. Or cette baisse importante est pour l'essentiel due à la baisse très marquée des commandes en provenance de la zone Moyen-orient et Maghreb : le reste du monde reste presque stable (3,7 milliards d'euros par an, puis 3,9 puis 3,4) . En revanche ; les commandes du moyen orient passent de 5,1 milliards d'euros par an en 1981-1990, à 2,5 en 1991-2000 puis 1,1 pour 2001-2006). Ce mouvement de contraction paraît s'aggraver avec l'échec récent sur le marché des avions de combat au Maroc, mais aussi avec la différence entre les espoirs annoncés avant les déplacements officiels en Libye et dans le golfe et les résultats réels. De ce point de vue, les réformes annoncées, polarisées sur les aspects techniques (modifier les règles de la CIEEMG, assouplir les procédures, etc.), sous-estiment la dimension proprement politique des exportations d'armement : l'incertitude actuelle sur les orientations de la politique extérieure française n'est pas de nature à favoriser les engagements matériels.

		Comman des de la zone Moyen- orient Maghr eb	Comman des totales	Part de la zone MoMag dans les comm andes		Livrais ons à la zone Moyen- orient Maghr eb	Livrais ons totales	Part de la zone MoMag dans les livrais ons	
	1981	7 928	11 072	72		4 914	9 336	52,6	
	1982	8 027	12 187	66		4 746	8 467	56,1	
	1983	4 410	7 777	57		6 174	8 846	69,8	
	1984	11 794	15 378	77		7 141	10 426	68,5	
	1985	4 115	10 463	39		6 207	10 322	60,1	
	1986	2 130	5 795	37		5 291	9 871	53,6	
	1987	2 509	6 417	39		4 086	7 572	54,0	
	1988	4 443	8 108	55		3 957	8 260	47,9	
	1989	1 158	4 174	28		4 362	7 784	56,0	
	1990	4 119	6 743	61		4 583	7 793	58,8	
	1991	589	5 267	11		2 607	5 557	46,9	
	1992	1 376	8 848	16		1 506	3 770	40,0	
	1993	4 738	7 371	64		1 557	3 864	40,3	
	1994	3 243	5 904	55		989	3 088	32,0	
	1995	4 444	6 135	72		1 193	3 438	34,7	
	1996	1 462	3 467	42		1 322	5 217	25,3	
	1997	1 921	5 290	36		2 107	7 561	27,9	
	1998	6 058	8 640	70		2 464	7 050	35,0	
	1999	590	5 366	11		1 444	4 418	32,7	
	2000	663	7 814	8		784	3 061	25,6	
	2001	1 171	4 443	26		1 340	3 480	38,5	
	2002	652	4 048	16		2 626	4 775	55,0	
	2003	582	4 460	13		2 340	4 542	51,5	
	2004	1 356	3 498	39		4 151	7 369	56,3	
	2005	506	4 243	12		1 303	3 875	33,6	
	2006	2 106	5 751	37		1 420	4 034	35,2	

Pour la période 1981-1990, les données Moyen-Orient et Maghreb sont celles des rapports parlementaires. Pour 1991-2006 celles des rapports au Parlement sur les exportations pour l'ensemble (Arabie saoudite, Emirats Arabes Unis, Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Irak, Iran, Israël, Liban, Libye, Algérie, Tunisie, Maroc, Mauritanie). Le déflateur utilisé est l'indice INSEE « pouvoir d'achat de l'euro » [<http://www.insee.fr/fr/indicateur/achatfranc.htm>]